

# Faut-il de nouveaux indicateurs de richesses ?

L'hebdomadaire *La Vie* a posé la question à Jean Gadrey et à Jean-Marie Harribey.

## « Le divorce est de plus en plus criant entre la croissance et le social et l'environnement »

Jean Gadrey

*La Vie*, n° 3263, 13 mars 2008

Nicolas Sarkozy a annoncé le 8 janvier la création d'une commission chargée de mettre au point des indicateurs alternatifs qui mesurent mieux (mieux que le produit intérieur brut et sa croissance, indicateurs omniprésents) le progrès économique et social. Il en a confié la présidence à Joseph Stiglitz, économiste américain connu pour ses vives critiques du néolibéralisme mondial. Un autre prix Nobel, Amartya Sen, auteur notamment de travaux sur le développement humain dans le monde, l'assistera.

Cette initiative a pu être interprétée comme un rideau de fumée visant à faire oublier les déboires du pouvoir d'achat, la croissance en panne, et plusieurs autres difficultés. Mais dans le cas présent, il n'y a pas de fumée sans feu. Jamais l'Élysée n'aurait eu cette (bonne) idée si, depuis des années, la « société civile », des associations en pointe dans la dénonciation des inégalités, des ONG écologistes, des collectivités locales, et nombre de spécialistes n'avaient fait pression. Ils disent : non seulement le PIB (produit intérieur brut) n'a jamais été conçu pour être un indicateur de progrès, mais le divorce est de plus en plus criant entre la croissance économique et les performances sociales et environnementales des nations ou des territoires.

Pourquoi ce divorce ? Parce que le PIB, somme des valeurs produites par les entreprises et les administrations, ignore d'innombrables facteurs de bien-être (le travail domestique et bénévole, le temps libre, moins de pauvreté) et ne soustrait pas les « dégâts » humains et écologiques de notre mode de croissance. Or ces derniers deviennent énormes. La déforestation de l'Amazonie à des fins de culture intensive du soja ou du maïs fait progresser le PIB mondial, alors qu'il s'agit d'une perte mondiale de richesse. Il faut donc de nouveaux outils et thermomètres qui reflètent mieux ce que pourrait être une société juste dans un monde durablement vivable.

Qui peut mettre au point ces autres repères pour un autre monde ? Un « groupe d'experts de haut niveau » qui va nous produire les « bons » indicateurs ? Non : décider de ce qu'est le bien-être dans une société juste n'est pas du ressort des économistes et statisticiens, fussent-ils des « Nobel » inspirant la confiance. C'est l'affaire de tous, et notamment de ces acteurs multiples qui, depuis des années, en France et à l'étranger, ont accumulé de l'expérience sur la mise au point participative d'indicateurs de bien-être. La technique, la méthodologie, sont importantes mais secondes. S'ils sont coupés de la société civile, les spécialistes « de haut niveau » intégreront bien des valeurs dans leurs indicateurs : les leurs ! Pour aller « au-delà du PIB », il faut faire fonctionner la démocratie en relation étroite avec l'expertise.

*Jean Gadrey est membre de la commission Stiglitz, professeur émérite d'économie à l'université de Lille 1 et co-auteur de Les nouveaux indicateurs de richesse (Paris, La Découverte, 2007).*

# L'enfer est pavé de bonnes intentions<sup>1</sup>

Jean-Marie Harribey

*La Vie*, n° 3263, 13 mars 2008

Depuis longtemps, l'indicateur économique le plus couramment utilisé, le produit intérieur brut (PIB) est critiqué à juste titre parce qu'il ne donne qu'une vue partielle et faussée de la richesse d'une société. Mais, jusqu'ici, les critiques étaient cantonnées à une poignée d'économistes hétérodoxes. Au vu de la crise écologique et de l'écart croissant entre bien-être et richesse économique, la remise en cause du PIB a franchi le cercle initial pour gagner certaines sphères internationales (ONU, OCDE) et des gouvernements (comme celui de la France).

Que faut-il penser de ce regain d'intérêt pour la recherche de nouveaux indicateurs et quelles sont les pistes les plus prometteuses ?

Si le PIB a le défaut inhérent à sa définition (ne compter que les productions ayant une évaluation monétaire), on omet trop souvent qu'il contient en son sein la valeur monétaire des services non marchands rendus par l'Etat (dont l'éducation), les collectivités locales et l'hôpital public. Il y a là une source d'authentique richesse que les politiques néolibérales s'efforcent pourtant de réduire parce qu'elles ne rapportent pas de profit aux capitaux privés. On voit donc qu'il ne servirait à rien de critiquer un outil de mesure (le thermomètre) si on oubliait qu'il dépend de la conception de la richesse que privilégie un système (le capitalisme).

Peut-on tout de même compléter le PIB ? Pas sûr. Qu'advierait-il si on incluait dans le PIB une valeur monétaire estimée (comment ?) du travail domestique et du travail bénévole associatif ? La quantité de richesses disponibles (les « valeurs d'usage ») ne changerait pas (on ne serait ni plus riche, ni plus heureux) et, artificiellement, le PIB gonflerait. En outre, peut-on ajouter au PIB la « valeur » de la lumière solaire, des océans et des forêts ? Celle-ci relève d'un autre registre que l'économique. Peut-on retrancher la destruction des ressources halieutiques ? Non, car il s'agit de stocks non produits par l'homme qu'on ne peut ni faire figurer dans un indicateur de flux monétaires comme le PIB, ni lui soustraire.

Que faire alors ? Deux choses. Abandonner d'abord l'illusion de mélanger des choses incommensurables entre elles. La richesse ne se réduit pas à de la valeur monétaire et tout ne peut se monétiser. Les nouveaux indicateurs d'ordre qualitatif (social et écologique) doivent être élaborés à côté du PIB. Ensuite, reconsidérer la richesse autour de la qualité des biens et services produits, du caractère non marchand de certains (éducation, santé, transports collectifs) et de la réduction des inégalités, oblige à remettre en question le profit comme finalité de l'activité humaine et, au contraire, à voir dans la diminution du temps de travail au fur et à mesure de l'amélioration de la productivité du travail une alternative au productivisme capitaliste.

*Jean-Marie Harribey est Maître de conférences d'économie à l'Université Bordeaux 4 et co-président d'ATTAC ; il a dirigé Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste, Paris, Mille et une nuits, 2006.*

---

<sup>1</sup> . *La Vie* a titré « Peut-on ajouter au PIB la valeur de la lumière du soleil ? ». Pour un « hebdomadaire chrétien d'actualité », le titre original était sans doute trop ironique.